

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Canada : les investissements des entreprises s'annoncent encore décevants pour 2017

Selon l'enquête de Statistique Canada, les perspectives des investissements demeurent assez faibles pour 2017. Même si le plan de relance du gouvernement fédéral devrait se traduire par une hausse significative des investissements des administrations publiques, la plupart des autres secteurs se montrent encore hésitants dans leurs projets d'investissement.

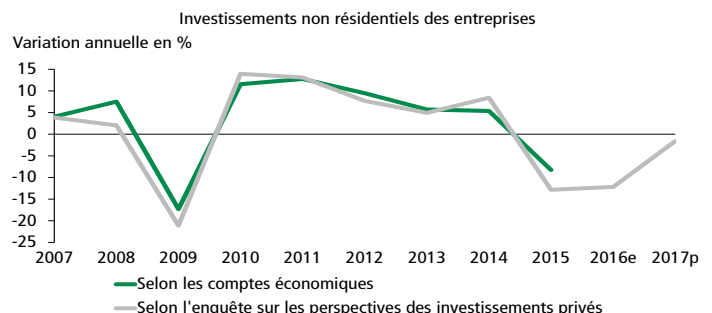
Depuis la fin de 2014, la croissance économique canadienne a été fortement entravée par la faiblesse des investissements. En outre, la baisse significative des prix du pétrole a réduit la rentabilité de plusieurs projets d'expansion dans le secteur de l'énergie, ce qui a entraîné une baisse considérable des investissements dans cette industrie.

Malheureusement, les difficultés ne se limitent pas qu'au secteur de l'énergie alors qu'une diminution des investissements a aussi été répertoriée dans plusieurs autres secteurs selon les résultats provisoires de 2016 de l'enquête de Statistique Canada sur les perspectives des investissements publiée aujourd'hui. Ainsi, en excluant les secteurs de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que des administrations publiques, les estimations indiquent une baisse de 0,7 % pour 2016, après des hausses de 3,7 % en 2014 et de 2,9 % en 2015. Il faut dire que les incertitudes entourant les conditions économiques et l'évolution des exportations sont très importantes, ce qui a sans doute freiné plusieurs entreprises dans leurs projets d'investissement.

Cela dit, même si les incertitudes restent élevées, l'année 2017 s'annonce meilleure à certains égards. Les prix du pétrole ont recommencé à augmenter graduellement, les conditions économiques s'améliorent un peu partout dans le monde et la demande américaine continue de s'améliorer. Au Canada, les importants investissements publics du plan de relance du gouvernement fédéral, qui ont pris un certain retard en 2016, devraient se faire sentir davantage en 2017. Malgré ces facteurs plus positifs, les résultats de l'enquête de Statistique Canada démontrent toutefois que les perspectives des investissements demeurent somme toute anémiques pour l'année 2017. En outre, après avoir reculé de 12,8 % en 2015 et de 12,2 % en 2016, les

dépenses en immobilisations du secteur privé pourraient encore diminuer de 1,6 % en 2017 (graphique 1), ce qui implique que les investissements non résidentiels pourraient continuer à freiner légèrement la croissance économique en 2017.

GRAPHIQUE 1
Les investissements privés devraient demeurer anémiques en 2017



e : estimation provisoire; p : perspectives
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

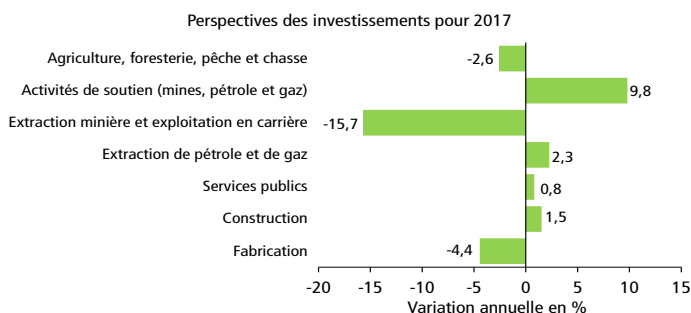
Une hausse des investissements est certes prévue en 2017 dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que dans celui des activités de soutien, mais la faible rentabilité de ces industries limite encore le potentiel de croissance (graphique 2 à la page 2). Rappelons que les secteurs de l'extraction de pétrole et de gaz et les activités de soutien ont connu un déficit d'exploitation de l'ordre de 2,2 G\$ au quatrième trimestre de 2016. Du côté de l'extraction minière et de l'exploitation en carrière, la baisse projetée de 15,7 % des investissements pour 2017 est décevante considérant que les prix des métaux se sont relevés au cours des

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Benoit P. Durocher, économiste principal

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2017, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

GRAPHIQUE 2 Perspectives des investissements dans les secteurs des biens



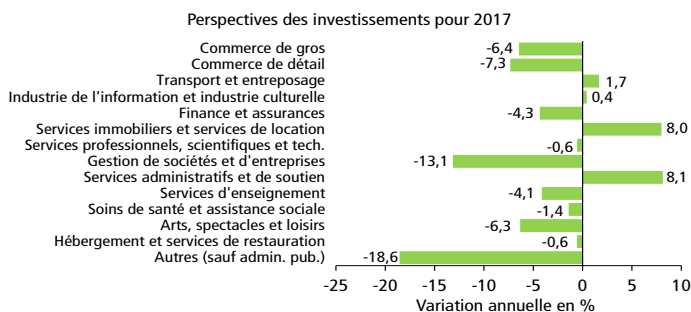
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

derniers mois. Cela dit, la marge bénéficiaire demeure inférieure à sa moyenne historique dans ce secteur, ce qui peut expliquer en partie la faiblesse des investissements.

Pour les autres secteurs des biens, on remarque qu'une autre diminution est attendue en 2017 dans la fabrication. Visiblement, les difficultés sont loin d'être terminées dans cette industrie. La remontée du protectionnisme américain et l'avenir incertain de l'accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique ont certainement une influence sur les projets d'investissement de plusieurs manufacturiers.

En ce qui concerne les secteurs des services, à l'exception des services administratifs et de soutien ainsi que des services immobiliers et des services de location, la plupart des secteurs devraient connaître une baisse de leurs investissements en 2017 (graphique 3). Il s'agit de projections décevantes considérant que la demande intérieure canadienne devrait continuer à progresser en 2017 avec, notamment, une bonne croissance des dépenses de consommation. De plus, la marge bénéficiaire au quatrième trimestre de 2016 était assez élevée d'un point de vue historique dans la plupart de ces secteurs.

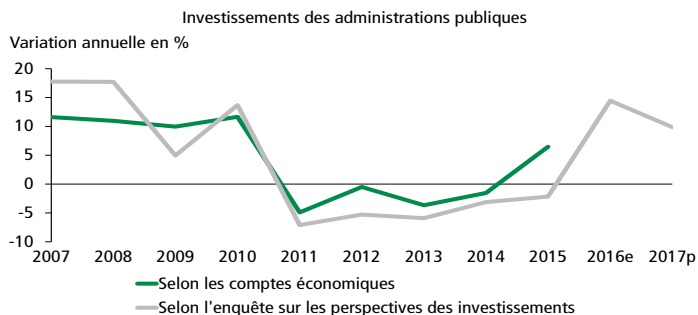
GRAPHIQUE 3 Perspectives des investissements dans les secteurs des services



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Cela dit, la faiblesse des investissements du secteur privé devrait être contrebalancée en partie par la poursuite de l'ascension des investissements des administrations publiques en 2017. On peut donc espérer que les bienfaits du plan de relance du gouvernement fédéral se fassent davantage sentir sur la croissance économique dans les trimestres à venir (graphique 4).

GRAPHIQUE 4 Le rebond des investissements des gouvernements devrait se poursuivre en 2017

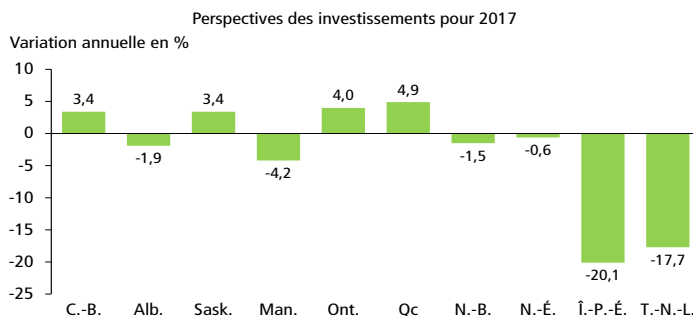


e : estimation provisoire; p : perspectives
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les provinces productrices d'énergie tirent encore de l'arrière

D'un point de vue régional, les perspectives des investissements diffèrent beaucoup d'une province à l'autre (graphique 5). La plupart des provinces productrices d'énergie pourraient encore ressentir en 2017 les effets négatifs des difficultés des dernières années du secteur du pétrole et du gaz. À l'opposé, le Québec se démarque avec la croissance anticipée la plus rapide au pays pour 2017, suivi de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan.

GRAPHIQUE 5 Les investissements pourraient encore diminuer dans la plupart des provinces productrices d'énergie



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les obstacles demeurent nombreux

Au bout du compte, les perspectives des investissements pour 2017 illustrent à quel point les entreprises canadiennes demeurent influencées par le climat d'incertitude. Visiblement, les obstacles sont encore nombreux, ce qui met une fois de plus en évidence la nécessité de procéder avec prudence dans la gestion de la politique. Dans ces conditions, il faut s'attendre à ce que le *statu quo* des taux d'intérêt directs se poursuive jusqu'en 2018.

Benoit P. Durocher, économiste principal